



LA LETTRE

EUROPE / INTER

EUROPE

Les mobilisations se multiplient

Grèves, manifestations, rassemblements, il ne se passe quasiment plus de jour sans que les travailleurs de tel ou tel pays européen ne se mobilisent pour s'opposer aux mesures d'austérité et à la régression sociale que les gouvernements veulent leur imposer. « *Trop c'est trop! L'avenir de l'Europe ne peut être basé sur l'austérité, l'insécurité et la régression sociale. Nous soutenons nos membres dans leurs actions au plan national et incitons vivement les dirigeants européens à cesser de se soumettre aux diktats des marchés financiers. L'Europe a besoin d'un changement de cap radical* », a déclaré Bernadette Ségol, secrétaire générale de la CES. Quelques exemples :

24/11 – Portugal : Grève générale contre l'austérité. Selon le secrétaire général de la CGTP, « *la participation a été supérieure à celle de la grève générale de l'an dernier* », qui avait mobilisé plus

de trois millions de personnes, et a paralysé les services publics et les transports.

24/11 – Bulgarie : Grève dans les chemins de fer.

26/11 – Irlande : Mobilisation contre l'austérité et pour l'emploi.

30/11 – Royaume-Uni : Grève historique dans le secteur public. 2 millions de personnes ont participé à cette journée d'action pour dénoncer le plan de rigueur du gouvernement qui, après le gel des salaires des fonctionnaires jusqu'en 2013 et la suppression de 700 000 postes publics d'ici à 2017, prévoit de repousser l'âge de la retraite dans le secteur public de 60 à 66 ans en 2020 et d'augmenter les cotisations.

30/11 – Europe : Journée d'action organisée dans l'ensemble des pays européens par la Fédération syndicale européenne des Services publics.

30/11 – Bulgarie : Manifestation contre le projet de réforme des droits des travailleurs.

01/12 – Grèce : Nouvelle grève générale.

02/12 – Belgique : 80 000 personnes dans les rues de Bruxelles contre l'austérité.

03/12 – Hongrie : Manifestation des travailleurs des services publics.

07/12 – Europe : Journée d'action Arcelor-Mittal.

10/12 – Lituanie : Journée d'action contre l'austérité.

13/12 – France : Journée d'action contre l'austérité. ■

(source : CES)

INTERNATIONAL

147 entreprises contrôlent l'économie mondiale

Tel est le résultat d'une étude réalisée par trois mathématiciens suisses. Analysant les 43 000 entreprises transnationales définies par l'OCDE, ils ont constaté plus de 600 000 liens directs et indirects entre leurs actionnariats respectifs. Ils ont ainsi mis au jour un gigantesque réseau dont 147 multinationales contrôlent 40 %. 25 entreprises, essentiellement des établissements financiers, constituent la super élite de ce groupe. ■

(source : Metis)



**NO TO
austerity**

TURQUIE

Répression syndicale

25 syndicalistes, tous employés du secteur public, ont été condamnés à plus de 6 ans de prison en vertu de chefs d'accusation fabriqués de toutes pièces au titre des lois « *anti-terroristes* ». ■

(source : CSI)



EUROPE

Trichet jugé par les salariés de la BCE

Interrogés par leur syndicat (IPSO), les salariés de la BCE jugent favorablement l'action de leur ancien président. S'ils estiment que Jean-Claude Trichet a outrepassé le mandat de la BCE avec les mesures prises pour sortir de la crise de la dette (rachat d'obligations publiques...), ils pensent que ces décisions étaient les bonnes au vu des circonstances. En revanche, ils regrettent le déficit démocratique au sein de l'institution et le peu d'attention porté au personnel, un divorce qui avait déjà justifié la 1ère grève à la BCE en juin 2009. ■

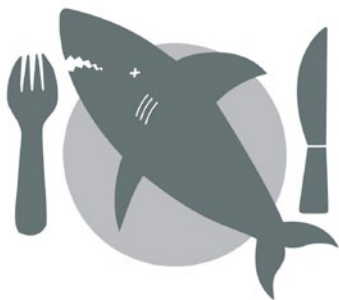
(source : IPSO)

EUROPE

La Commission s'incline devant les agences de notation

Le nouveau projet de règlement encadrant l'activité de ces agences (le 3e en 3 ans) est très en retrait par rapport aux objectifs avancés par Michel Barnier, commissaire en charge de ces questions. Soumise à une intense pression des acteurs concernés, la Commission européenne a renoncé notamment à l'idée de créer une agence de notation européenne publique et à l'interdiction de notation des pays bénéficiant d'une aide internationale. ■

(source : Le Monde)

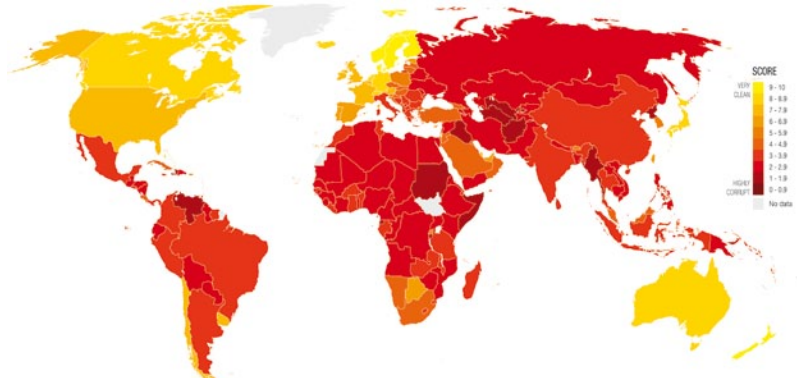


**Make
the speculators
PAY!**



INTERNATIONAL

La fraude fiscale aggrave la crise



C'est la conclusion de deux rapports publiés récemment.

Dans son rapport 2011, Transparency International estime que la corruption au sens large renforce la crise de l'euro. Pour cette organisation, les difficultés économiques que traverse la zone euro sont « en partie liées à l'incapacité des pouvoirs publics à lutter contre la corruption et l'évasion fiscale, qui comptent parmi les causes principales de la crise ». Selon son Indice de perception de la Corruption, la France recule encore d'une place et passe au 25e rang du classement (sur 178 pays), derrière de nombreux États européens (Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni...).

(scc : Transparency International France)

De son côté, le rapport Taxation des sociétés au niveau mondial et ressources pour des services publics de qualité, préparé par

l'Institut de recherche de l'Internationale de l'Éducation à la demande du Conseil des Global Unions, qui rassemble les Fédérations syndicales internationales, la CSI et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE, pointe la responsabilité de l'évasion fiscale pratiquée à grande échelle par les entreprises et son incidence sur la dégradation des services publics. « Les gouvernements trompent en réalité leurs propres citoyens en les privant de recettes fiscales provenant des entreprises qui pourraient être utilement utilisées à garantir des services publics de qualité. Il faut qu'ils s'assurent que les sociétés payent leur dû plutôt que de promulguer des mesures d'austérité fiscale malavisées en réduisant les services publics, diminuant les salaires et affaiblissant les droits au travail de la population », a expliqué la secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow.

(source : CSI)

EUROPE

Nouvelles menaces sur la santé des travailleurs

Le prochain Conseil européen doit se prononcer sur un rapport relatif à « L'allègement des charges imposées aux PME par la réglementation ». La CES s'élève contre certaines préconisations de ce rapport qui

pourraient avoir de graves conséquences pour les salariés dans la mesure où elles visent à exonérer les PME de leurs responsabilités en matière de risques. ■

(source : CES)

SITES VISITÉS

CES : www.etuc.org/fr
CSI : www.ituc-CSI.org
IPSO (International and European Public

Services Organisation) : www.ipso.de
Transparency International : www.transparency-france.org
Métis : www.metiseurope.eu
Le Monde : www.lemonde.fr